

Entretien avec Marc Ferro

« La révolte des jeunes est souvent liée à l'humiliation des parents »

Marc Ferro est un historien français, spécialiste de la Russie et de l'URSS. Il utilise le cinéma comme instrument de connaissance de l'histoire des sociétés et a présenté à la télévision, de 1989 à 2001, une émission historique de visionnage d'archives nommée Histoire parallèle.

Entretien réalisé par Régis Guyon et Francis Delarue le 7 janvier 2016.

Régis GUYON. Qu'est ce qui a été déterminant dans votre engagement dans la Résistance ?

Marc FERRO. Si on considère que mon entrée dans la Résistance est un engagement, alors oui, ce serait cet épisode très précis qui marquerait mon engagement. Avec les quinze élèves de khâgne du lycée Champollion de Grenoble, on a tous été résistants dès septembre 1943, sauf un. L'occupation allemande devenait alors physiquement présente et nous sommes entrés dans des réseaux. Pourtant, à l'époque, je n'ai pas perçu mon entrée dans la Résistance comme un engagement, c'était très instinctif, spontané. Et je n'avais pas l'impression de m'engager parce qu'à cette époque-là, on ne craignait pas les soldats allemands mais plutôt les collabos français et la Gestapo. À partir de 1943, on est vraiment entrés en état de guerre. L'opposition entre nous et eux, c'était cela la vraie frontière, et ce n'était pas Pétain, ni Vichy, qui comptait à ce moment-là, c'était les Allemands. C'était cela le sujet numéro un : on voulait passer en zone libre, c'était les libertés de faire son travail, de voir la famille, c'était cela les vrais problèmes, et non la

nature du régime de Vichy. Or les historiens depuis 30, 45 ans, n'écrivent que des livres sur Vichy, sur la culpabilité ou la non-culpabilité des Français.

Francis DELARUE. Si l'engagement relève alors du hasard ou de l'opportunité, peut-on faire un parallèle avec le film de Louis Malle, *Lacombe Lucien*, sorti en 1974 ?

M. F. Lucien Lacombe n'a pas eu ce qu'il souhaitait, c'est pour cela qu'il a été dans le camp d'en face, peut-être par dépit, ou par besoin de faire quelque chose. Est-ce que Lucien Lacombe juge qu'une cause en vaut une autre ? Ce que je crois, c'est qu'il voulait faire quelque chose et il allait chez ceux qui l'aidaient à être quelqu'un. Il s'est trouvé que c'étaient des collabos alors qu'il aurait voulu que ce soit son instituteur. Pendant la Résistance, on devait faire face à des choix, des engagements ambigus. Par exemple, un camarade qui était de la classe 42, qui risquait donc de partir au service du travail obligatoire (STO), ne voulait pas y aller, il était un peu communiste. Il nous a donc demandé notre avis : il ne voulait ni aller en Allemagne, ni au maquis car il craignait l'opprobre de sa famille. Il a alors songé à entrer dans la milice, car il pensait qu'il pourrait nous informer, nous « dépanner » ou « jouer un rôle ». Évidemment, nous l'en avons dissuadé car il devait se rendre compte des suites qu'une telle décision pouvait avoir. Mais on n'était pas indignés, on comprenait son parcours. Il voulait faire quelque chose et il allait entrer dans l'autre camp, non comme Lacombe Lucien, pour

de bon, mais pour être un ennemi de l'intérieur. Finalement, il s'est caché chez un cousin pour réapparaître à la Libération, quand tout était fini.

F. D. Je vais oser un parallèle entre l'engagement de jeunes hommes dans les Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne, portés vers un idéal, et ceux qui rejoignent les rangs de l'État islamique. Selon vous, ont-ils un point commun ?

M. F. Il n'existe qu'un seul point vraiment commun, c'est que dans les Brigades comme pour l'État islamique, il y avait des jeunes qui venaient de tous les pays. Mais dans les Brigades internationales, les jeunes étaient militants d'un parti socialiste, communiste ou anarchiste, ils avaient déjà une conscience politique totalement constituée. Aujourd'hui, le groupe dont on parle n'a pas d'identité. Il n'existe pas, sauf peut-être sur le réseau internet, par le biais de la propagande qui s'adresse à eux directement. Il s'agit surtout de jeunes déracinés, et même doublement déracinés : déracinés de leur pays d'origine et « déracinés d'ici ». Ils ont eu le temps de voir leurs parents méprisés, alors même que certains ont défendu la France. Ils sont sans parachute social, mental, psychologique, verbal. Ils sont complètement isolés au sein de la société. Et les réseaux sociaux leur permettent au contraire une sorte de contact direct avec des instructions, et leur donnent non pas une patrie mais un champ de relations qu'ils n'ont plus avec les leurs, qu'ils méprisent pour s'être laissés « recoloniser », ou dont le racisme constant dont ils sont les victimes les humilie. En tant qu'historien, j'ai pu remarquer que la révolte des jeunes est souvent liée à l'humiliation des parents, comme cela a eu lieu de façon éclatante pendant la crise de 1929 aux États-Unis.

R. G. Dans un contexte de déclassement social...

M. F. Oui, mais brutal. Les Allemands ont pu vivre la même chose en 1923, quand leur monnaie ne valait plus rien. Les adolescents jugeaient alors que leurs parents étaient des idiots de s'être laissés ainsi ruiner. Et ce sont sans doute ces mêmes jeunes qui sont devenus quelques années plus tard nazis, parmi les SA. En Russie, au lendemain de la Perestroïka, quand il y a eu la privatisation de tout l'appareil d'État, que les gens n'ont plus touché leur traitement, les jeunes se sont aussi révoltés contre leurs parents. Ils trafiquaient, ils allaient à l'aéroport, ils achetaient des cigarettes... Et ils avaient plus d'argent en une heure que leurs parents n'en avaient, puisqu'ils n'avaient plus de traitement. Ce sont les jeunes qui se sont révoltés et qui ont adopté le rock, qui n'était pas seulement une musique mais une libération, sexuelle, sociale... Il y a ce très beau film qui s'appelle *La Petite Vera* [Vassili Pitchoul, 1988, NdR], où l'on voit le degré de mépris que les enfants ont pour leurs parents qui ne savent pas se défendre dans cette déroute générale.

Aujourd'hui, il me semble que cette humiliation que subissent les parents est le moteur essentiel de la radicalisation. En 1933, en Allemagne, il y avait le chômage et les nazis ont su transformer les vaincus de l'histoire en vainqueurs de la rue : ils les ont nourris, servis, habillés, parés de belles bottes et munis d'un bâton. Et ils chantaient ! C'est ce qui se passe aujourd'hui : l'État islamique transforme le petit délinquant en gagnant du paradis, même s'il n'y a pas de suicide, même s'ils se contentent de tabasser ou de donner un coup de couteau. Ce qui devrait être un crime de délinquant devient le crime d'un héros.

R. G. Dans votre histoire personnelle, il y a eu une autre forme d'engagement, plus politique, plus raisonnée, plus volontaire. Je veux parler de votre engagement en Algérie, où vous avez enseigné pendant dix ans, de 1948 à 1958. Pouvez-vous nous dire comment vous être entré dans cet engagement, disons militant ?

M. F. J'étais un vrai militant mais je n'appartenais à aucun parti. Quand je suis arrivé de métropole en Algérie avec ma femme et notre bébé, j'avais 23 ans. J'ai été nommé au lycée Lamoricière à Oran. Ce qui m'inquiétait alors, en 1949-1950,

c'était le réarmement allemand. On n'était quand même que deux, trois ans après la défaite et voilà que, par anticommunisme, on parlait déjà du réarmement. Cette question était le cœur de mon engagement comme résistant, et cette perspective m'effrayait. J'ai donc d'abord milité dans les organisations qui combattaient le réarmement allemand. J'ai fait des discours au Mouvement de la Paix en sachant qu'il s'agissait d'un mouvement cryptocommuniste. Mais ce qui m'intéressait, c'était sa condamnation du réarmement allemand. Je n'ai eu de cesse d'en parler jusqu'au jour où le vice-président du Mouvement de la Paix, le docteur Maribert, médecin et communiste estimé, demande à me voir et il me dit : « Notre président doit s'en aller, et on vous propose d'être le président du Mouvement de la Paix ». Je suis d'abord secoué car je n'étais là que depuis deux ans seulement, j'avais fait quatre discours et je n'avais absolument aucun projet politique en tête. Je ne pensais qu'à mon agrégation, à devenir professeur d'histoire à la faculté ou à Sciences Po... Mais jamais je n'avais pensé à ce genre de proposition. Et il y avait d'autres personnes qui militaient depuis plus longtemps que moi, des socialistes, des communistes... Alors j'ai refusé. Il m'a répondu qu'il regrettrait beaucoup ma décision, et que je la regretterai aussi. Et je m'en vais. Un mois plus tard, lors d'un meeting, le docteur Maribert prend la parole pour annoncer le nom du nouveau président du Mouvement de la Paix. J'étais assis devant et je me demandais qui ils avaient pu trouver. Et en fait, c'est moi qu'ils avaient désigné, sans me consulter. J'avais refusé mais personne n'en avait tenu compte. J'ai joué mon rôle, au moins un temps. On était en 1950-1951, en plein dans la période des grands procès : celui des Rosenberg aux États-Unis, de Slansky en Tchécoslovaquie ou encore d'Imre Nagy en Hongrie. Et je lis dans *Les Temps modernes* un article de trente pages

de Marcel Péju, qui montre que le procès de Slansky est totalement fabriqué, qu'il ne repose sur rien. Je suis vraiment convaincu par ce texte et je dis au docteur Maribert : « Écoutez, pour défendre la paix, ce serait bien de faire un parallèle "libérez Slansky, libérez Rosenberg !" » Il me répond qu'il n'en est pas question. Je démissionne, et cela met fin à mon

premier engagement.

“

J'étais un vrai militant mais je n'appartenais à aucun parti

”

Mais quelque chose me troublait dans le Mouvement de la Paix : sur une salle de 800 personnes, il y avait toujours une centaine de musulmans. Ce qui était très bien à cette époque. Pourtant, à chaque fois que la demande de développer

l'enseignement de la langue arabe était faite, afin d'aider aux bonnes relations avec les habitants d'Algérie, le Parti communiste ne traitait jamais cette proposition. Les communistes défendaient très bien les salaires, les grèves, les violences faites aux ouvriers. Alors qu'on parlait beaucoup, à cette époque, de fédéralisme, d'inter-communautarisme, ou au moins de la fin des deux collèges aux élections... Et les communistes, là-dessus, rien. Ce qui me gênait, enfin, c'était cette domination du communisme, ou de sa pensée, de ce que l'on appellerait aujourd'hui « la pensée unique ». En face, non seulement il n'y avait pas de socialistes, ou très peu, et le gaullisme ne comptait pas : de Gaulle était vu à cette époque comme une sorte de Don Quichotte bégayant. Il fallait faire quelque chose pour que les Algériens aient un droit de cité plus grand. On a alors créé un mouvement, Fraternité algérienne, rassemblant des musulmans, des gens du Parti du peuple algérien (PPA) de Messali Hadj et des libéraux. Ce mouvement a lancé un appel pour que le gouvernement français négocie la fin des attentats et des violences avec tous les partis existant en Algérie. Ce manifeste a été publié dans *Oran Républicain* et signé par près d'un millier de personnes, à Oran, dont un tiers d'Algériens. C'était la seule proposition mixte, franco-algérienne, de l'histoire. Car si, en France, il y avait beaucoup de militants contre la torture, contre les violences, il n'était pas question des Algériens et de

leurs revendications. Nous avons donc été reçus par Guy Mollet, le 7 février 1956, avant de réaliser qu'il vivait dans une ignorance complète de la situation en Algérie. Ce fut mon engagement politique le plus violent, le plus réel aussi. J'ai eu droit à mes trois petits cercueils qu'un futur OAS m'a envoyés – pour m'annoncer que j'étais en 8^e position sur leur liste. Ce n'est pourtant pas la menace qui nous a contraints à rentrer en France, mais ma nomination au lycée Montaigne, à Paris. Au contraire, cela nous gênait, ma femme et moi, de partir dans ce climat de violence qui se développait, de haine qui naissait, comme si l'on quittait le navire...

R. G. C'est aussi à ce moment-là que vous entamez vos travaux d'historien, sur d'autres événements, ceux de la Russie de 1917.

M. F. Je voulais surtout comprendre pourquoi on avait mal compris les événements de Russie, de 1917 jusqu'à ce jour, de la même façon que l'on ne comprenait pas ceux d'Algérie. Il me semblait que ce que j'avais vécu en Algérie, face à l'incompréhension de la métropole et en regard de la manière dont on avait réagi à la Révolution russe, pouvait former un bon sujet de thèse. Pierre Renouvin m'a incité à faire des études d'opinion : pour savoir ce qu'il s'était vraiment passé, il fallait commencer par étudier les événements de la Révolution elle-même, ce que je me suis attaché à faire, en entamant aussi l'apprentissage du russe. Mon travail consistait à éclaircir les différentes positions, entre les communistes et les trotskistes, les staliniens et les libéraux, les mencheviks, etc. Un peu à la manière dont j'avais vu les différentes factions en place en Algérie, ou essayé de les voir. C'est à ce moment-là que j'ai plus ou moins senti que mon engagement consistait à aider les gens, à éclaircir des situations historiques qui, jusque-là, n'avaient pas été exposées de façon loyale mais plutôt

partisane, « religieusement » partisane. Il fallait faire le juste point, éduquer le citoyen. La notion d'« histoire plurielle » m'est venue de mon expérience algérienne, où j'avais été confronté au fait que les Algériens n'avaient pas le même point de vue sur « l'histoire » que nous. Je voulais montrer que l'histoire dépendait des identités des partis en présence, de leurs opinions, héritages... tout en portant un regard critique sur les différents récits.

“

**J'ai senti
que mon engagement
consistait
à aider les gens,
en éclaircissant
des situations
historiques**

”

ravi que mon travail soit publié, bien sûr. Mais cela n'a jamais été le but de mon travail. Le film sur la guerre de 1914 fut à l'initiative de Pierre Renouvin, et pour la télé, c'est Louise Etnel qui, m'ayant vu commenter les images, m'a demandé de faire cette émission. Quand j'ai écrit dans *Le Monde*, c'était le journal qui m'avait sollicité, ce n'est jamais moi qui me suis proposé. Est-ce que c'est par vanité ? Sans doute, mais surtout par timidité, de peur que l'on me refuse. J'ai été collé tellement de fois à l'agrégation que j'ai toujours craint qu'on me renvoie ma copie. Je n'ai jamais rien demandé. De la même manière, je n'ai pas voulu être candidat au Collège de France ni à l'Académie française de peur de ne pas être retenu. Si mes livres sont maintenant pour le grand public, je ne les ai pas conçus spécialement dans ce but, je ne faisais pas la différence entre les différents publics. Là encore, c'est l'expérience de la ségrégation que j'ai connue en m'occupant de l'image, et plus précisément du discrédit qui frappait ceux qui portaient l'« Histoire » à la télé. C'était complètement déconsidéré, comme l'image était, elle aussi, déconsidérée.

R. G. Vous avez investi de nombreuses formes de transmission de l'histoire – de vos émissions à la télévision à la publication d'ouvrages grand public. Cette « médiatisation » comportait-elle des risques ?

M. F. Le risque, c'était d'écrire, de prendre position, et non d'être publié. Je ne vais pas jouer à l'hypocrite, je suis

F. D. L'engagement va souvent de pair avec une posture d'exaltation de la jeunesse, mais peut-on encore être engagé quand on est plus âgé ?

M. F. Les plus fanatiques sont même les plus âgés ! Regardez par exemple le fondateur du parti maoïste en France, Robert Linhart, dans les années 1970-1972. Quand il a vu que l'extrême gauche de la gauche, c'est-à-dire la branche Lutte

ouvrière des trotskistes, collaborait avec François Mitterrand, dans le Gouvernement de 1981, il s'est écrié : « C'est fini, il n'y aura plus de révolution en France », et il a tenté de se suicider en laissant un petit mot dans lequel il avait écrit : « Pour moi l'histoire est terminée. » Pour lui, l'histoire était finie. Et ensuite, de 1983 à 2003, il n'a plus jamais ouvert la bouche, jusqu'à sa mort. Le militantisme était fort au point de le rendre muet ! Peut-être que, en vieillissant, on devient moins actif mais le désespoir que l'on peut ressentir face au non-achèvement de la cause est encore plus fort que tout.